qui reçoivent une aide et d'autres qui n'en reçoivent pas;
des enfants présentant des troubles d'apprentissage ou des troubles du comportement mineurs tombent en disgrâce dans leurs classes parce que leurs enseignants estiment avoir droit à une aide supplémentaire.

Dans deux communes, on discute la création de "filiales intégratives", pour éviter que les parents d'enfants à besoins spéciaux ne doivent pas craindre à chaque fois l'approche de la fin de l'année scolaire parce qu'ils ne savent pas si et où leur enfant trouvera un enseignant daignant le prendre dans sa classe. Ceci facilite la tâche des institutions de placement mais crée le danger d'une structure à part qui sera certainement un "exemple of good practice" mais qui cimentera les exemples beaucoup plus nombreux de la "bad practice".

En tant que ANCE, nous défendons le concept de "l'école pour tous" tel qu'il a été défini lors de la Conférence Mondiale du 5 au 9 mars 1990 à Jomtien en Thaïlande sur l'Education pour Tous et nous soutenons les "Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés".

Les "Standard Rules on the Equalisation of Opportunities for Persons with Disabilities" est un texte qui a été longuement préparé sur le plan international. Il a largement influencé les auteurs de la Déclaration de Salamanque sur laquelle je parlerai plus tard.

Les "SR" ne constituent pas un document contraignant mais elles peuvent servir de modèle aux Etats désireux d'adapter leur législation. Elles peuvent servir de base pour définir la politique des organisations défendant les intérêts des personnes handicapées. Leur but est d'assurer aux personnes handicapées l'exercice des mêmes droits que les personnes non-handicapées et d'inciter les Etats d'éliminer les obstacles qui s'opposent toujours à la réalisation de cette politique.

Les "SR" définissent les conditions préalables pour réaliser les chances égales: L'information du public; les soins médicaux, la réhabilitation et les services. Le document définit huit domaines critiques où doivent de réaliser les programmes pour promouvoir les chances égales: L'accessibilité, l'éducation, l'emploi, les revenus et la sécurité sociale, la vie familiale,

la culture, les loisirs et les sports, la religion. Le document définit également dix secteurs susceptibles de faciliter la mise en oeuvre des "SR": L'information et la recherche, la politique, la législation, les politiques économiques, les comités de coordination au niveau national, les organisations des personnes handicapées, la formation du personnel, l'évaluation des politiques au niveau national, la coopération technique et économique, la coopération internationale.

J'ai mentionné ce texte important, car la déclaration de Salamanque est explicitement basée sur lui. D'ailleurs ce dernier document n'est pas seulement une déclaration, mais un programme complet comme son nom l'indique: « **Déclaration de Salamanque et cadre d'action pour les besoins éducatifs spéciaux** ». La conférence de Salamanque se tenait du 7 au 10 juin 1994 et rassemblait 92 gouvernements (dont le nôtre) et 25 organisations internationales. Dans son préface, le directeur général de l'UNESCO, M. **Frederico Mayor** souligne que la déclaration et le cadre d'action sont inspirés par le principe de l'intégration et la création d'« écoles pour tous ». Il souligne l'appel lancé aux gouvernements d'une **réforme majeure des écoles ordinaires**.

La déclaration proprement dite est constituée de cinq points, que je résume:

1. Les représentants de 92 gouvernements et de 25 organisations internationales réaffirment leur engagement en faveur de l'éducation pour tous et demandent l'éducation des enfants à besoins spéciaux dans le système éducatif normal.
2. L'éducation est un droit fondamental, chaque enfant a des caractéristiques et des besoins propres et les programmes doivent tenir compte de cette diversité. Les personnes ayant des besoins éducatifs spéciaux doivent pouvoir accéder aux écoles ordinaires, ceci étant le moyen le plus efficace de combattre les attitudes discriminatoires, de créer des communautés accueillantes et d'édifier une société intégratrice.
3. Les gouvernements sont appelés à donner le rang de priorité le plus élevé dans leurs politiques et dans leurs budgets à l'amélioration de leurs systèmes éducatifs afin qu'ils puissent accueillir tous les